

## **RAPPORT DES CONSULTATIONS NATIONALES SUR LA TRANSFORMATION DE L'EDUCATION**

### **Introduction**

Le secrétaire général des nations unies Monsieur Antonio GUTERRES convoque en septembre 2022 un sommet sur la transformation de l'éducation en marge de la 77<sup>ème</sup> Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies. Pour la préparation de ce sommet, Il est prévu deux étapes :

- le Pré-sommet de Paris qui a eu lieu les 28, 29 et 30 juin 2022 ; et
- les consultations nationales à organiser par chaque pays.

### **Objectifs des Consultations nationales**

Les Consultations répondaient au moins à deux objectifs :

- 1) Mobiliser les parties prenantes de l'Education, de la Formation Professionnelle et engager une véritable réflexion pour une transformation de l'éducation
- 2) Susciter et Renforcer l'adhésion des populations maliennes aux orientations prises pour la transformation de l'éducation

### **Organisation des Consultations nationales**

Elles se sont déroulées en deux étapes :

- Les consultations au niveau décentralisé
- Les consultations au niveau central

**Les Consultations au niveau décentralisé** ont été conduites suivant une démarche participative et inclusive.

Les pôles de consultation retenus sont : Bamako, Kayes, Sikasso, Mopti, Gao et Tombouctou dans les bureaux UNICEF.

Elles se sont effectivement tenues du 09 au 13 août 2022.

Les participants sont venus des :

- services déconcentrés des départements en charge de l'éducation, la formation professionnelle, la décentralisation, les finances et l'aménagement du territoire;
- Organisations locales de la Société civile ;
- Syndicats d'enseignants ;

- Organisations locales de jeunes ;
- Organisations locales des entrepreneurs ;
- Association de parents d'élèves, Association des Mères d'élèves, Association des élèves et étudiants du Mali.

Le Modérateur introduisait les débats par un état des lieux et le point sur les initiatives en cours.

**Les Consultations au niveau central** se sont déroulées le lundi 15 août 2022.

Les participants sont :

- Membres du Groupe Local des Partenaires de l'Education ;
- Représentants de la société civile ;
- Représentants des associations de jeunesse ;
- Représentants des organisations patronales
- Représentants des partenaires sociaux ;
- Représentants des associations des parents d'élèves ;
- Représentants des associations d'élèves et étudiants ;
- Représentants de la Direction Générale du Budget.

Pour les consultations au niveau central, un exposé des synthèses des consultations au niveau décentralisée a été présentée aux participants. Les observations et contributions des participants ont été intégrées.

Les discussions ont eu lieu autour des cinq (05) pistes d'actions thématiques :

- i) les écoles inclusives, équitables, sûres et saines ;
- ii) les enseignants, l'enseignement et la profession enseignante ;
- iii) l'apprentissage et les compétences pour la vie, le travail et le développement durable ;
- iv) l'apprentissage et la transformation numériques ;
- v) le financement de l'éducation.

Egalement les quatre (04) composantes étaient à l'ordre du jour :

- i) Rétablissement suite à la perturbation due à la Covid-19 [court terme] ;
- ii) Transformation de l'éducation [moyen- à long terme] ;
- iii) Révision des objectifs et critères de référence nationaux en matière d'éducation ;
- iv) Garantie d'un financement public durable.

### **Déroulement des travaux**

En amont des sessions de consultation, une commission interministérielle, présidée par le Secrétaire général du Ministère de l'Education Nationale, avait élaboré un questionnaire sur les cinq pistes d'action. Ce questionnaire permettait de faire un état des lieux et des solutions à envisageables en lien avec les cinq pistes d'action.

Les sessions commençaient par la lecture et le partage des termes de référence. Les discussions et échanges ont eu lieu sur les questions de chaque piste d'action et des actions ont été envisagées à court, moyen et long terme par les participants tout en gardant à l'esprit le changement à un horizon de dix ans.

- Piste d'Action N°1 : Ecoles Inclusives, équitables, sûres et saines ;
- Piste d'Action N°2 : Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable ;
- Piste d'Action N°3 : Enseignants, enseignement et profession enseignante ;
- Piste d'Action N°4 : Apprentissage et transformation numériques ;
- Piste d'Action N°5 : Financement de l'éducation.

### **Eléments principaux de la synthèse**

#### **Piste 1 : écoles inclusives, équitables, sûres et saines**

- Organisation des cadres de concertation pour le retour à l'école, y compris avec les groupes réfractaires ;
- Sensibilisation pour la paix et la sécurité ;
- Animation d'espaces temporaires et communautaires d'apprentissage ;
- Sécurisation des écoles (clôtures, fenêtres etc.) ;
- Doter en cantines scolaires les écoles qui n'en ont pas ;
- Mise en place des cantines endogènes / prise en charge par le village (céréales, légumes et autres) ;
- Promouvoir l'éducation nutritionnelle ;
- Dotation en mobilier scolaire ;
- Dotation en kits scolaires ;
- Vulgarisation de la langue des signes ;
- Retour de l'administration dans certaines localités ;
- Développer des alternatives éducatives qui répondent aux aspirations des communautés des localités affectées par l'insécurité et dans les sites d'accueil des déplacés internes ;
- Appui à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan de contingence et de résilience et l'appui des enfants en alimentation.

#### **Piste d'action 2 : Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable**

- Mise en place d'un plan Marshall pour inscrire tous les enfants d'âge scolaire et récupération des enfants déscolarisés de 8 à 18 ans dans les SSA/P et d'autres centres de formation ;
- Formation d'enseignants de qualité (formation initiale et continue) ;
- Promotion de l'excellence à l'école ;
- Fourniture des Équipement/infrastructures/points d'eau/ cantines scolaires/ latrines séparées aux établissements ;
- Création de centres d'apprentissage aux métiers ;
- Création de Centres de Développement de la Petite Enfance ;
- Multiplication des centres pour l'éducation spéciale au niveau déconcentré ;
- Promotion de jardins scolaires et de champs-écoles ;
- Mise en place d'un fonds spécial pour la création des Activités Génératrices de Revenus en vue de la pérennisation des cantines scolaires ;
- Poursuite des stratégies de scolarisation des filles ;

- Recrutement des enseignants qualifiés à la fonction publique des collectivités ;
- Construction de salles de classes ;
- Création d'établissements d'enseignement technique et professionnel ;
- Création d'établissement d'enseignement agropastoral ;
- Création de lycées publics
- Mise en place d'un mécanisme de gestion des flux.

**Piste d'action 3 : Enseignants, enseignement et profession enseignante**

- Mettre en place un système de reconnaissance du mérite (distinction honorifique) ;
- Faciliter l'accès des logements sociaux aux enseignants ;
- Réguler les années scolaires et respecter le Temps Réel d'Apprentissage ;
- Généraliser et accompagner la Communauté d'Apprentissage des maîtres ;
- Assurer la formation continue du personnel enseignant et administratif ;
- Confier la gestion des enseignants au Ministère en charge de l'Education ;
- Former et recruter des enseignants pour l'éducation non formelle ;
- Application du Règlement intérieur dans les écoles ;
- Application du Curriculum bilingue ;
- Application de l'Approche Par Compétence.

**Piste d'action 4 : Apprentissage et transformation numériques**

- Mise en place d'une politique de gestion de l'éducation à distance via les radios et les tablettes ;
- Mise en place des comités scientifiques/ pédagogiques ;
- Renforcement des capacités des enseignants en Technologie de l'Information et de la Communication ;
- Identification des canaux de communication les plus accessibles ;
- Identification des cibles ;
- Dotation en matériels ;

**Piste d'action 5 : Financement de l'éducation**

- Création d'un fonds de développement de l'éducation alimenté par un pourcentage sur les différentes taxes;

**P/Le ministre P.O.  
Le Secrétaire Général**

**Kinane AG GADEDA**  
Chevalier de l'Ordre National

## **ANNEXE 1 : Questionnaire pour les Consultations sur la Transformation de l'Éducation**

### **Piste d'action 1 : Écoles inclusives, équitables, sûres et saines**

1. Quel regard portez-vous sur les écoles de votre localité ?
2. En quoi les écoles de votre localité assurent-elles l'égalité de chances entre tous les enfants (filles et garçons, enfants en situation de handicap...) ?
3. Quels sont les obstacles/ barrières à la scolarisation de tous les enfants (y compris les enfants en situation de handicap) de votre localité : au niveau de la communauté, au niveau des structures éducatives ?
4. Les infrastructures scolaires de votre localité sont-elles adaptées à la situation de tous les apprenants ?
5. Citez quelques actions que vous avez menées au cours de cette année pour assurer l'égalité de chance à tous les enfants ?
6. Que faut-il entreprendre pour que tous les enfants de votre localité (en tenant compte des besoins spécifiques de votre localité) aillent à l'école en sécurité, en bonne santé même dans des situations de crise et d'urgence ?

### **Piste d'action 2 : Apprentissage et compétences pour vivre, travailler et promouvoir un développement durable**

1. Quels sont les grands défis qui se présentent à votre pays/localité en matière de développement du capital humain ?
2. Quelles compétences devraient faire l'objet d'appropriation par les hommes et les femmes ?
3. Y-a-t-il des actions en direction des enseignants et des élèves de votre pays/localité pour prendre en compte les compétences de vie courante dans l'apprentissage ? Si oui, donnez quelques exemples.
4. Quelles solutions proposez-vous pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) n°4 « Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » ?

### **Piste d'action 3 : Enseignants, enseignement et profession enseignante**

1. Quels sont les profils et statuts d'enseignants en poste dans votre localité ?
2. Quelle est la perception que les gens de votre circonscription ont de la profession enseignante ? Pourquoi ?
3. Quel mécanisme faut-il mettre en place pour assurer la professionnalisation de vos enseignants ?
4. Comment faut-il s'y prendre pour garantir la présence effective des enseignants en classe ?

5. Les enseignants de vos écoles sont-ils dotés de compétences pour la prise en charge des enfants en situation de handicap et aborder la question de l'égalité et de l'équité (filles-garçons) à l'école ? Si oui, merci d'expliquer et de donner des exemples.
6. Quelles mesures proposez-vous pour motiver les enseignants ?
7. Quelles mesures devraient être prises pour améliorer les enseignements/ apprentissages dans vos écoles ?

#### **Piste d'action 4 : Apprentissage et transformation numériques**

1. Quelles leçons avez-vous tirées de la pandémie de la Covid-19 et des dispositifs de continuité pédagogiques mis en place ?
2. Quelles sont les contraintes nées de la mise en œuvre de ces dispositifs ?
3. Quelles sont les innovations introduites dans l'enseignement au niveau de votre localité pour faire face à la pandémie de la COVID-19 et assurer la continuité des apprentissages ?
4. Comment faut-il s'y prendre pour mettre en œuvre un dispositif efficace (qui est accessible à tous les apprenants et qui prend en compte la situation de tous les apprenants) d'enseignement à distance ?

#### **Piste d'action 5 : Financement de l'éducation**

1. Quel est l'état des lieux du financement de l'éducation dans votre pays/localité ?
2. Existe-t-il un cadre de concertation entre acteurs et partenaires de l'éducation au niveau de votre pays/localité ? Si oui, expliquez comment fonctionne ce cadre de concertation.
3. Existe-t-il un partenariat entre le public et le privé pour la prise en charge des défis financiers liés à l'éducation ? Si oui, quels en sont les avantages ou inconvénients ?
4. De quelle manière les partenaires de l'éducation au niveau de votre pays/localité devraient-ils s'y prendre pour garantir le financement de l'éducation ?
5. Pourriez-vous proposer une stratégie de financement (innovant) de l'éducation dans votre pays/localité ?